

Sébastien GOBERT
L'Ukraine, la République et les oligarques

(Éditions Tallandier, 2024, 352 p., 21,50 €)

Le livre de Sébastien Gobert – qui est installé en Ukraine depuis 2011 – explore en profondeur le système oligarchique ukrainien et son emprise sur la politique, l'économie et la société depuis l'indépendance en 1991 jusqu'à la guerre actuelle.

L'Ukraine, vaste pays situé entre la Russie de Vladimir Poutine et l'Union Européenne, est marquée par la domination d'une poignée d'oligarques qui ont profité du chaos post-URSS pour s'emparer des actifs stratégiques des grandes entreprises d'État publiques et s'ingérer lourdement dans les sphères politiques et médiatiques. Précision de S. Gobert: *«Quand on parle d'oligarques, il ne s'agit pas d'individus isolés mais de structures bien établies qui peuvent étendre leurs ramifications de manière tentaculaire.»*

Contrairement à la Russie où Vladimir Poutine a imposé un retour à une «verticalité du pouvoir» avec une centralisation autoritaire et une vassalisation politique des oligarques, l'Ukraine a maintenu un système pluraliste formel, où les oligarques s'affrontent, empêchant la concentration du pouvoir mais freinant aussi les réformes de fond et nourrissant une corruption endémique.

Ce système a engendré une instabilité chronique, avec de fréquents

changements de dirigeants et deux révolutions majeures (2004, 2014).

De 1991 à aujourd'hui, pas moins de 20 premiers ministres et 7 présidents de la République – les uns tournés vers Moscou, les autres vers l'Union Européenne – se sont succédé.

Le président actuel, Volodymyr Zelensky, élu en 2019, a instauré sous la loi martiale une démocratie d'exception, interdisant onze formations et partis politiques accusés, sans preuves, de liens avec Moscou.

La guerre déclenchée par la Russie en 2022 a bouleversé les équilibres oligarchiques: certains magnats ont vu leurs fortunes et infrastructures détruites, d'autres ont participé à l'effort de guerre selon leurs intérêts. L'État a renforcé son autorité et s'est attaqué à des figures comme Ihor Kolomoïsky – magnat de l'énergie et de la banque (PrivatBank) et soutien initial de V. Zelensky – qui a même



perdu sa nationalité ukrainienne. Malgré ces changements, le poids des oligarques demeure prégnant dans la vie publique. S. Gobert souligne que la volonté d'intégration européenne impose des réformes structurelles pour réduire l'influence oligarchique. Si la société civile ukrainienne reste dynamique et engagée, la guerre, tout en affaiblissant certains oligarques, leur permet aussi des recompositions et le maintien de leurs réseaux dans les institutions et au Parlement : un siège à la Rada coûte 5 millions de dollars.

Sébastien Gobert souligne que, malgré les défis, la société civile ukrainienne est pluraliste et qu'elle reste dynamique et engagée dans sa volonté de voir transformer le pays. Il reste que la guerre est tout à la fois fossoyeuse mais aussi alliée de l'oligarchie qui doit se recomposer, mais qui pour autant ne disparaît pas. « *Combattre quelques seigneurs féodaux n'apporte pas de changements systémiques* » remarque le politologue Valeriy Pekar de l'université de Kyiv-Mohyla. « *Les principaux oligarques, qui influent sur la vie publique du pays depuis si longtemps, conservent leurs réseaux au Parlement et dans les institutions publiques. Ils exploiteront le moindre affaiblissement du régime de loi martiale pour réactiver leurs investissements politiques et médiatiques* » souligne S. Gobert.

Depuis 2022, tout a changé. Les usines de Rinat Akhmetov (fortune estimée 14 milliards de dollars en 2024) brûlent, les comptes offshore de Dmytro Firtash – qui s'est exilé en Autriche – sont gelés, et Ioula Timochenko, figure emblématique de la politique ukrainienne – la « *Princesse du gaz* » – joue les patriotes ; mais les réseaux survivent. L'argent sale a juste changé de costume.

On regrettera que ce livre dense et informé n'aborde pas la situation politique. Car si la société ukrainienne est pluraliste, la vie politique est aussi marquée depuis la proclamation de l'État d'urgence par l'interdiction de onze partis et formations politiques depuis mars 2022. Une politique de « décommunisation » a aussi été menée pour effacer la mémoire soviétique, y compris les luttes sociales et ouvrières, au profit d'un récit national unifié opposé aussi bien à la Russie d'aujourd'hui qu'à l'histoire de l'URSS d'hier. Cette réécriture historique a conduit à l'interdiction du Parti Communiste et à la tolérance des groupes ultranationalistes, malgré leur xénophobie. *L'Ukraine, la République et les oligarques* offre une analyse nuancée et documentée des dynamiques internes ukrainiennes, loin des simplifications médiatiques, et interroge les perspectives de démocratisation d'une République toujours sous l'emprise oligarchique.

PAUL EUZIÈRE